

Histoire de Béziers et du Biterrois

Béziers dans la Révolution

Sommaire :

- ▶ Introduction
- ▶ Béziers, à la veille de la Révolution
- ▶ Chronique de la Révolution
- ▶ Bilan de la révolution dans la ville, l'ordre républicain

La Révolution Française représente une époque de l'histoire de la France, de l'Europe et du monde rompant la chaîne du temps. Elle constitue une rupture considérable qui abolit la monarchie, invente de nouveaux rapports sociaux. Elle crée une langue politique inédite et jette les bases d'une nouvelle culture politique. La violence qui s'y exprime accentue la novation. Dans cette rupture et cette novation comment se situe Béziers ?

Béziers, à la veille de la Révolution

Béziers est le chef lieu d'une importante sénéchaussée et le siège d'un diocèse. A la veille de la révolution, bien que la bourgeoisie ait conquis sa place dans la cité et son administration municipale, les privilégiés dominent la vie de la cité et le clergé du fait de sa richesse, de l'importance de ses biens et de son influence politique apparaît comme le premier ordre de la société. Ces biens représentaient 27 % du territoire du diocèse de Béziers et 20 % de la superficie bâtie de la ville.

Il n'est donc pas étonnant que la rédaction des cahiers de doléances qui accompagnent la convocation des états généraux fasse apparaître une critique sévère de l'Église par les deux autres ordres biterrois. Des cahiers de doléance qui font émerger les aspirations locales ainsi que la structuration sociale du territoire. Les cahiers du clergé et de la noblesse de la sénéchaussée bien qu'ils puissent réclamer une série de réformes d'ordre politique et social et comporter des aspects novateurs (la noblesse souhaite que «soient examinés et rédigés les droits de l'homme et du citoyen pour servir de base à toutes lois politiques et civiles.») se prononcent pour le maintien des droits acquis : les prêtres entendent défendre et élargir les privilèges de l'Église et demandent entre autres la sanctification des dimanches et de fêtes, tandis les nobles se prononcent explicitement pour le maintien des droits seigneuriaux. Cette demande de maintien des droits caractérise aussi les revendications de la bourgeoisie et du tiers état qui réclament une meilleure répartition des impôts ou la suppression de la dîme. On décèle cependant à travers les doléances, une part des aspirations des milieux populaires biterrois. Les travailleurs de la terre se plaignent du poids des impôts indirects. Ils déplorent le trop grand nombre de fêtes religieuses, chômées et non payées manifestant ainsi une hostilité à l'État pour la collecte des impôts, à l'Église pour les jours fériés trop nombreux . Ils réclament l'achat régulier par les officiers municipaux de grains pour éviter que la population la plus pauvre ne manque de pain révélant l'acuité de la question des subsistances et le risque de troubles dans le cas de crise et de pénurie.

Au demeurant, les questions politiques ne sont que très rarement abordées, les travailleurs sur la question des jours chômés ne manifestent pas d'hostilité à l'encontre des employeurs et l'unanimité des doléances biterroises paraît s'être faite sur la condamnation de l'ancien régime politique c'est-à-dire sur l'absolutisme royal, sur la reconnaissance de l'autonomie de la province,

sur la suppression de la gabelle, des péages intérieurs, et du code criminel. Si les privilèges de la noblesse ne sont pas directement remis en cause, l'Église est sévèrement critiquée par les deux autres ordres.

Au total, les revendications biterroises ne semblent pas être éloignées de celles qui s'expriment dans le pays : les cahiers de doléances, s'ils ne remettent pas en cause l'institution monarchique témoignent d'une tension entre les ordres, du blocage de nombre de nobles devant la modification de leurs prérogatives sociales, ils font apparaître le souhait d'une constitution, tandis que dans l'ensemble les cahiers du Tiers réclament la disparition des privilèges et des droits seigneuriaux. Mais il sont très divisés sur la liberté économique et du point de vue social. La lutte des classes n'est pas engagée à Béziers, ni même le conflit de la bourgeoisie avec le prolétariat qui se révèle par ailleurs dans certaines villes du pays.

L'élection des députés de la sénéchaussée aux états généraux témoigne des affrontements qui se produisirent au sein du clergé entre les évêques, les abbés et les chanoines et la grande majorité du clergé paroissial, c'est-à-dire de prêtres d'humble origine : les deux élus du clergé furent deux curés, dont l'abbé Martin, curé de Saint-Aphrodise. Les deux représentant de la noblesse sont également Biterrois. Des quatre députés du tiers, le seul député biterrois est l'avocat Rey qui, appuyé par la noblesse libérale a mis en échec le maire Bouillet, proche de l'évêché et adversaire des idées nouvelles.

Chronique de la Révolution

Alors que des troupes se massent autour de Paris et de Versailles, faisant craindre un coup de force, les Parisiens se soulèvent le 13 juillet, cherchent des armes et finissent par assiéger la Bastille, qu'ils investissent le 14 juillet 1789 après un long siège confus qui fait une centaine de morts. L'importance de l'événement est plus symbolique que réelle. Dans les jours qui suivent, dès le 17 juillet, en recevant les clés de la ville de Paris, de Bailly, son maire désigné, le roi accepte que l'autorité ait été tenue en échec et que l'opinion publique soit devenue un pouvoir. Il en résulte que l'armature même du pays est affectée par ces ruptures. Grâce à la correspondance des députés, la province est tenue informée sans retard des événements parisiens. La révolte gagne les villes. Elle y prend des formes diverses selon que les autorités en place représentaient ou non les corps des citoyens. De nombreuses municipalités sont prises par des patriotes, qui créent des milices urbaines.

Très tôt averti de la nouvelle de la prise de la Bastille, le corps municipal de Béziers délibère dès le 20 juillet 1789 en présence d'un grand nombre de citoyens. Sans mettre en cause le roi, l'assemblée réclame l'éloignement de ses mauvais conseillers et des forces militaires. Ce qui prouve la fiabilité des informations parvenues à Béziers puisque dès le 15 juillet, le roi éloigna de Paris les régiments suspects et que dès le 16 juillet il renvoya Breteuil et rappela Necker. L'approbation implicite du 14 juillet qui recueillit l'adhésion des manifestants et certainement la bonne représentativité du corps des citoyens par les autorités municipales de la ville expliquent que Béziers se tint à l'écart des révolutions municipales qui se produisirent dans bien d'autres villes.

Cette prudence et cette modération de la municipalité se révèlent vers la fin de l'année 1789 au sujet du problème de subsistance créé par la rareté et la cherté des grains. Les procédés de culture encore très imparfaits, les rendements médiocres pouvaient faire naître des périodes de disette dès que les conditions atmosphériques réduisaient les récoltes. Dans les années qui précédèrent immédiatement 1789, ces mauvaises conditions se renouvelèrent fréquemment. Dans l'été 1788, des orages violents accompagnés de grêlons, hachèrent les moissons dans le Nord et le

Centre du royaume. L'hiver suivant, un froid exceptionnel, glaçant les rivières, arrêta les moulins qui ne purent livrer de farine. Cette rareté et cette cherté du grain qui pouvaient engendrer des disettes suscitaient un vif mécontentement et quelquefois des troubles. Par prudence, le corps municipal de Béziers fit venir dès l'hiver 1788 le régiment du Médoc qui eut à intervenir en septembre 1789 pour disperser les attroupements qui se produisirent en raison du mécontentement de la population. Une fermeté accompagnée par l'achat de blé auquel la municipalité fit procéder, achat rendu possible par la souscription à l'emprunt nécessaire à cette opération par les riches citoyens. L'émeute put ainsi être évitée.

C'est sur ces revendications sociales que les patriotes s'appuient pour faire aboutir leurs revendications politiques. Bien qu'ils ne soient pas encore structurés en groupe politique, les patriotes Biterrois se manifestent et entrent de plein pied dans la vie locale, chacun, en cette période de réaménagement des institutions et de violences, prenant clairement conscience de vivre une révolution et se trouvant de plus en plus soumis à l'obligation de prendre parti, voire d'accélérer localement les acquis récents de la Révolution. Le 22 novembre 1789 un grand regroupement d'artisans de travailleurs de la terre survient à nouveau. S'appuyant sur ce malaise social les patriotes essaient de mettre en cause les pouvoirs établis. Ceux-ci savent réagir rapidement et habilement en faisant de nouveaux achats de blé, en faisant installer cent soixante-dix réverbères en ville et en élargissant la municipalité à des artisans et à des travailleurs de la terre.

Les cahiers de doléance avaient manifesté une hostilité à l'État pour la collecte des impôts, de la gabelle en particulier qui suscitait une vive hostilité. A la fin de l'année 1789, cette hostilité s'avive, comme si la population, dans son désir d'échapper à la gabelle manifestait son impatience et s'attachait à la faire disparaître en fait. La contrebande du sel, pourchassée par les employés de la gabelle, les gabelous, était depuis longtemps active et permettait de le vendre à des prix bien inférieurs au cours officiel. L'hostilité se manifeste à Béziers par le soutien ostensible que la population accorde alors aux contrebandiers qui font entrer le sel en fraude dans la ville. La décision du corps municipal d'organiser des patrouilles pour aider les gabelous à pourchasser les contrebandiers provoque de violents incidents avec la population. L'hostilité se transforme en émeute le 31 janvier 1790 lorsqu'un jeune homme est tué par la force publique. Les gabelous sont traqués par la populace qui tue plusieurs d'entre eux. Les responsables de l'émeute sont arrêtés mais bénéficieront du sursis accordé par l'assemblée nationale le 6 mars 1790. Quelques jours après, en prélude à la suppression de l'ancienne organisation financière, la Constituante supprima en droit la gabelle qui en fait tendit à disparaître dès les premiers mois de la Révolution.

Dans aucune des Assemblées révolutionnaires, il n'y eut de partis organisés à la manière des partis actuels, les députés étaient plus ou moins groupés d'après leurs opinions ou leurs sympathies personnelles. C'est ainsi que l'on distinguait les Aristocrates, opposés à la Révolution des patriotes qui lui étaient favorables. Hors de l'Assemblée, le clivage politique se continuait au Club des Jacobins et dans les journaux. La société des amis de la Constitution qui se fonda en novembre 1789 était composée de nombreux députés et de l'élite de la bourgeoisie parisienne. Très vite, le club essaima dans tout le royaume des filiales généralement prêtes à recevoir le mot d'ordre de Paris.

Quelques mois plus tard, le 1^{er} juillet 1790, les patriotes de Béziers fondaient la Société des amis de la constitution, qui sera appelée bientôt Société populaire. Une constitution qui montre les liens que la ville tissait alors avec la Révolution et avec la capitale. Mais aussi et progressivement, sans agitation ni effervescence majeures, l'influence grandissante des patriotes dans la vie politique locale. Si en février 1790 le nouveau maire élu, Jacques de Buisson, est un noble, chevalier de Saint-Louis, quelques mois plus tard, en novembre, bien qu'il ne soit pas assez fortuné pour être officiellement éligible, l'abbé Toussaint Castan, ardent partisan des idées nouvelles est élu au corps

municipal. La Société populaire qui exerce une forte pression sous forme de pétitions ou de délégations obtient la démission du maire en mai 1791. Il est aussitôt remplacé par l'homme de loi Jean-Pascal Rouyer, officier de marine sous l'Ancien Régime, devenu procureur postulant au sénéchal de Béziers, rallié aux idées nouvelles. Accède ainsi au pouvoir municipal une bourgeoisie éclairée, acquise à la révolution et aux idées nouvelles mais modérée. Compte tenu, du droit et des conditions d'éligibilité et malgré le précédent de Toussaint Castan, les classes populaires, à Béziers comme ailleurs, demeurent toujours à l'écart du jeu politique électoral. La bourgeoisie qui s'est réservée à l'échelon national le droit de demeurer maîtresse de l'assemblée législative accède au pouvoir municipal et en acquiert le monopole. Les patriotes confortent leur influence aux élections de l'Assemblée législative du 9 septembre 1791. Rouyer qui abandonne alors son poste de maire y est élu, de même que Jacques Joseph Viennet, officier à la retraite, patriote notoire, entré à la municipalité en février 1790, qui y siège parmi les modérés.

Les difficultés que rencontre l'Assemblée législative, difficultés religieuses ou économiques ont leur écho à Béziers. Difficultés religieuses nées de la Constitution civile du clergé, de son refus par le pape et par une partie du clergé, les prêtres réfractaires qui refusent de prêter serment. Ces prêtres réfractaires, considérés à Béziers comme des ennemis de la Révolution y suscitent une hostilité et font naître une agitation de rue au cours de l'été 1791. Ils s'aggravent fin 1791 : des religieux portant l'habit religieux, à qui l'on attribue les plus sombres desseins, sont poursuivis dans les rues de la ville. Les difficultés économiques sensibles dès les premières semaines de la Législative s'aggravent à l'échelon national dans des proportions alarmantes, la raréfaction des denrées, l'augmentation du prix de la vie, suscitent des émeutes autour des marchés, le saccage des boutiques, l'interception des convois de blé. Rien de si excessif à Béziers, mais une émotion et une effervescence dans les esprits qui craignant les disettes cherchent des boucs émissaires et croient les trouver chez les prêtres réfractaires. Contrairement à l'Assemblée législative qui ne sut ou ne voulut pas prendre les mesures pour dissiper l'agitation populaire, le corps municipal, pour calmer l'effervescence, décide la réclusion d'une quinzaine de réfractaires et au cours de l'année 1792 procède à plusieurs achats de blé.

Entre 1792 et 1793, les débuts de la Convention sont marqués par la rivalité entre les Girondins et les Montagnards. La municipalité de Béziers est favorable aux Girondins qui ont la sympathie des bourgeois modérés des départements. Elle se heurte à la Société populaire qui se range aux côtés des Montagnards, se radicalise devant les dangers qui menacent la République et s'emploie à la défendre. Dans cette perspective, la Société s'applique à infléchir l'action du corps municipal : défense de la ville, surveillance des suspects, mesures en faveur des plus pauvres (essentiellement des mesures d'assistance et de philanthropie), défense du clergé constitutionnel, opposition ferme à l'insurrection fédéraliste de l'été 93 à laquelle la ville ne participera pas. Au lendemain de la victoire Montagnarde, la Société populaire prend l'avantage. Elle obtient du représentant du peuple Boisset investi de pouvoirs illimités pour le triomphe de la République et l'affermissement du gouvernement révolutionnaire des mesures somme toutes modérées c'est-à-dire, la destitution de plusieurs officiers municipaux, le renouvellement de l'administration du district mais le maintien du maire, l'homme de loi, Jean-Raymond Sauret.

La chute de Robespierre et des chefs montagnards en 1794 permit au Centre, grossi des débris du parti Girondin de reprendre le pouvoir pendant la dernière année de la Convention. Elle n'entraîne pas à Béziers un changement immédiat de sensibilité politique. La Société populaire se range parmi les thermidoriens de gauche et continue à honorer Marat dont le culte sera interdit par décision de la Convention en février 1795. La réaction thermidorienne, au début de 1795, ne se fait dans la ville que sur ordre supérieur et se traduit par le renouvellement de la municipalité, l'arrestation des partisans du terrorisme, la dissolution de la Société populaire en août. La sensibilité Républicaine, renforcée par les fêtes républicaines qui acclimatent la République auprès du peuple, se manifeste aussi dans la bourgeoisie qui manifeste alors le souci constant d'éviter de

se couper du peuple révolutionnaire. André Tudier qui devient maire de Béziers en novembre 1795 et qui le demeure en dépit de deux suspensions jusqu'en novembre 1799 est un bon représentant de cette bourgeoisie républicaine et jacobine soucieuse d'équilibre, de mesure et d'ordre, luttant sur deux fronts contre les adversaires de la Révolution et contre les anarchistes.

Les difficultés économiques que rencontre le Directoire dès son début ont leur répercussion à Béziers. Le retour à la liberté du commerce et l'effondrement des assignats mais aussi les mauvaises moissons de 1794 et 1795, l'hiver glacial de 1795-1796, le plus dur de toutes les années révolutionnaires, les souffrances des pauvres constituent une incitation permanente au ressentiment des couches populaires. Ce ressentiment se marque à Béziers en décembre 1795 par des attroupements protestataires et en 1796 par des pétitions. Des sociétés de patriotes renaissent dans le pays, à Béziers, le jacobinisme de gauche se manifeste par un regain d'activité. Le babouvisme qui prônait la suppression de la propriété individuelle et de l'héritage, la communauté des biens et l'intervention de l'État pour assurer l'égalité entre les hommes rencontre des sympathies dans la ville, en particulier auprès du maire Tudier qui fut momentanément destitué pour avoir refusé de féliciter le gouvernement après l'arrestation de Babeuf.

La nouvelle poussée royaliste de 1797, puis le coup d'État de Fructidor ont leur répercussion à Béziers. Durant l'été 1796 les royalistes y relèvent la tête et des rixes les opposent aux républicains biterrois. Au printemps 1797, les royalistes, enhardis et confortés par la victoire royaliste aux élections, par celle de la réaction qui a gagné l'Hérault où l'administration leur est favorable, par la présence en garnison d'une colonne mobile acquise à leurs idées, s'affichent en arborant des ganses blanches. La provocation engendre des résistances sous forme de rixes à coups de bâton puis au sabre avec les gardes nationaux, milice de citoyens formée dans chaque ville et composée de bourgeois, électeurs actifs, arborant des houpettes rouges. En juillet, sentant qu'ils ont le vent en poupe, les royalistes tiennent la rue, traquent les républicains et font naître à Béziers une sorte de petite terreur blanche. Une balle perdue provoque la mort d'un enfant. Face à ces troubles, le maire Tudier s'efforce de faire front et de ramener l'ordre. Il est destitué par l'administration départementale, favorable à la réaction et aux royalistes. Le coup d'État du 18 fructidor, le 3 septembre 1797, rétablit Tudier dans ses fonctions, provoque la dissolution de la colonne mobile. Les royalistes se font plus discrets. Les néo-jacobins se regroupent dans un Cercle constitutionnel, nouvelle appellation de la Société populaire. Le calme est rétabli.

L'œuvre de la Révolution est essentiellement marquée par la disparition de la plupart des impôts indirects et par la réforme de la fiscalité directe. Profitant du répit gagné en Fructidor, le Directoire s'efforce de faire avancer un certain nombre de réformes. La plus importante est financière. A partir de septembre 1797, le Directoire recourt à la fiscalité indirecte. Il augmente la taxe sur les tabacs importés, crée une taxe sur les routes dite droit de passe et une taxe sur le prix des places des voitures publiques. Ce rétablissement de plusieurs taxes indirectes provoque des incidents aux portes de la ville de Béziers et engendre la contestation populaire.

Les difficultés financières et la déflation qui succèdent à l'inflation génèrent une baisse des prix. Dans la France rurale de l'époque, elle touche surtout les cultivateurs, qui doivent payer en numéraire fermages et impôts alors que la vente de leurs produits au marché local ne leur procure qu'une faible quantité de ce numéraire. Cette conjoncture économique, marquée par la déflation, se répercute sur l'industrie et le commerce et engendre un malaise perceptible à la fin de 1798 à Béziers sous forme de brigandages, c'est-à-dire d'une contestation diffuse de l'autorité et de la propriété. Une contestation de l'autorité qui se manifeste avec éclat au début de 1799. Le rétablissement de nouvelles taxes indirectes, en particulier de l'octroi qui rétablit la taxe perçue à l'entrée d'une ville sur certaines denrées, suscite des incidents : aux applaudissements de la foule, des charretiers passent en force aux barrières de l'octroi.

Comme partout en France, le coup d'État du 18 brumaire est bien accueilli et accepté à Béziers. Il ne traduit pas un renoncement à l'esprit révolutionnaire qui connaissait d'ailleurs un regain de faveur dans la cité marqué par l'attribution aux nouveaux-nés de prénoms révolutionnaires. La nation y adhère et ne lui donne pas le sens attribué un peu plus tard par les contemporains : l'instauration d'un régime despotique, inaugurant la dernière période de la Révolution. La République a connu tant d'illégalités que Brumaire n'en constitue qu'une de plus. En dépit du chaos des événements, de la peur, de la guerre qui caractérisent l'époque révolutionnaire, beaucoup de français et par conséquent de Biterrois sont bénéficiaires. Les paysans, les bourgeois, les gens des villes ont acheté les biens de l'Église et ont profité d'un immense transfert de propriété. La Révolution a créé un très grand nombre d'emplois publics dans l'administration et dans l'armée, ces emplois ne s'achètent plus, ils sont désormais ouverts aux talents et au mérite. L'opinion profonde du pays aspire à un retour de l'ordre et au renforcement des garanties offertes à la propriété. La bourgeoisie républicaine qui siège à l'hôtel de ville et l'ensemble des Biterrois participent à la détente générale qui se manifeste dans le pays et accordent leur confiance au régime consulaire.

Bilan de la révolution dans la ville, l'ordre républicain

L'élargissement du champ de la politique

Alors que sous l'Ancien Régime, la politique est un domaine réservé à un petit nombre de personnes, de privilégiés, avec la République, la politique devient la chose publique et concerne désormais tout un chacun. Cet élargissement est perceptible à Béziers. La ville suit d'assez près les événements qui se déroulent dans la capitale : avertis de la nouvelle de la prise de la Bastille un grand nombre de citoyens assistent dès le 20 juillet 1789 à la délibération du corps municipal. Les patriotes biterrois se manifestent, prennent parti et entrent de plein pied dans la vie locale. Ils posent les problèmes en termes d'affrontement s'efforcent par leurs pressions d'accélérer localement les acquis récents de la Révolution, introduisant ainsi dans la vie politique un caractère conflictuel et les antagonismes qui déchirent la société.

Le champ de la politique s'étend à toutes sortes de domaines qui relevaient auparavant de l'initiative privée, individuelle ou collective qui passent à la responsabilité de la puissance publique. La société a désormais des devoirs d'assistance publique. La municipalité de Béziers est amenée à plusieurs reprises à réagir dans ce sens. Le problème de subsistance créé par la rareté et la cherté des grains l'y pousse dès 1789, en raison du mécontentement de la population, du malaise social et des revendications des patriotes. Elle procède à l'achat de blé rendu possible par la souscription à l'emprunt nécessaire à cette opération par les riches citoyens. Les mesures prises alors en faveur des plus pauvres sont essentiellement des mesures d'assistance et de philanthropie. La municipalité ne peut éviter de prendre en charge la gestion des bureaux de bienfaisance et des hospices civils et pour cela, décide, dès juin 1799, le rétablissement de l'octroi sur les objets de consommation locale.

De même, l'instruction publique ne relève plus de l'Église ou des congrégations mais incombe désormais aux pouvoirs publics. L'enseignement déjà insuffisant sous l'ancien régime est désorganisé à Béziers, comme ailleurs, par le refus de nombreux prêtres enseignants de prêter serment. L'appel à un personnel nouveau demeure modeste de même que la scolarisation. Les prémices de l'évolution de l'enseignement ne semblent pas présentes à Béziers où la municipalité obtient en 1802 la création d'une école secondaire installée dans les locaux de l'ancien collège mais néglige l'enseignement primaire qui s'adresse aux milieux populaires et l'abandonne aux initiatives des religieux.

En marge des procédures régulières et officielles telles que l'élection, la délibération d'assemblées représentatives, la Révolution a aussi créé les supports de la vie politique, la presse et les groupements qui offrent un relais entre les citoyens et les assemblées. Un tel relais prend corps à Béziers avec dès le 1^{er} juillet 1790, la Société des amis de la constitution, bientôt rebaptisée Société populaire fondée par les patriotes de Béziers qui dès 1792 s'emploie à défendre la République en s'efforçant d'infléchir l'action du corps municipal dans un certain nombre de directions : défense de la ville, surveillance des suspects, défense du clergé constitutionnel, mesures en faveur des plus pauvres, sans aller toutefois au delà des mesures philanthropiques telles que des mesures d'assistance. C'est là que se fait l'éducation politique et que s'établit une certaine participation des citoyens à la prise de décision. Avec l'abaissement du droit d'entrée, la société populaire de Béziers élargit son recrutement à partir de 1792 et recevant des travailleurs manuels et des femmes se démocratise. En 1793, elle regroupe 450 membres et compte parmi ses dirigeants un groupe de francs-maçons.

L'évolution de l'organisation administrative

La révolution supprime tout l'appareil administratif échafaudé depuis des siècles par la monarchie. Elle le réorganise alors de fond en comble, adopte le cadre du département, transforme les pouvoirs administratifs des communes. La refonte consulaire établit une administration centralisée. Dans cette réorganisation, Béziers aurait pu légitimement prétendre devenir le chef-lieu du département. La Révolution portera le coup de grâce aux prétentions de la cité de jouer un rôle supérieur aux autres villes de sa taille. Bien que le corps municipal ait demandé de devenir le chef-lieu d'un département englobant pour l'essentiel le territoire de l'ancienne sénéchaussée (anciens diocèse de Béziers, Agde, Saint-Pons et Lodève), une autre solution fut retenue en janvier 1790 créant le département de l'Hérault dont Montpellier serait le chef-lieu. Décision capitale dont la ville a sans cesse souffert. Le siège de l'évêché départemental, reçu en compensation ne demeura à Béziers que de 1791 à 1801.

L'administration est servie par un type social nouveau, le fonctionnaire dont le pouvoir est sûr parce que c'est lui qui les nomme, les paie et les révoque. C'est parmi les notables, c'est-à-dire parmi les plus forts contribuables que sont désignés les sous-préfets de l'arrondissement et les administrateurs de la ville dont Jacques Toussaint Donnadiou, maire de 1800 à 1815, neuvième fortune de la cité et grand acheteur des biens nationaux.

En ce qui concerne les institutions militaires, la loi Jourdan adoptée par le Directoire qui institue le système de la circonscription et la répartition en classes qu'on appelle en fonction des besoins n'est pas spontanément saluée par tous dans le Biterrois. En 1799, de nombreux jeunes gens requis par l'armée pratiquent l'insoumission.

Religion et société

Avec la Révolution, les sociétés modernes font l'expérience d'une séparation radicale entre le religieux et le politique, entre les Églises et la puissance publique. Si Bonaparte renoue avec le Saint-Siège et reconnaît à nouveau une situation officielle à l'Église, celle-ci est fort différente cependant de celle de l'Ancien Régime.

A Béziers, une majorité de prêtres, en harmonie avec leur évêque Mgr de Nocilay rejettent et refusent l'obligation de prêter serment à la constitution civile. Percus, bien qu'à leur corps défendant, comme des partisans de la contre-révolution, ils suscitent une hostilité et font naître une agitation de rue au cours de l'été 1791. En fin 1791, des religieux portant l'habit religieux sont poursuivis dans les rues de la ville. Dès l'été 1792, les prêtres réfractaires de doivent quitter le pays

et se réfugient en Espagne ou en Italie. Certains d'entre eux refusent de partir et se cachent. D'autres sont emprisonnés.

Minoritaire à Béziers, le clergé constitutionnel est bien perçu et accepté par la population. Le nouvel évêque, Mgr Pouderos, vicaire puis curé de la paroisse de Saint-Pons-de-Thomières, qui avait accepté avec enthousiasme la Constitution civile du clergé, est naturellement très bien perçu par la société des amis de la constitution et acclamé par les patriotes. Mais son installation le 17 avril 1791 à Béziers par les administrateurs du département donne lieu à un déploiement de forces armées qui lui vaudra le surnom « d'Ebesqué de las bayonnettas ». Il exerce son autorité épiscopale jusqu'en 1793, dans des conditions de plus en plus difficiles. Il visite au cours de ces années les paroisses du département, souvent accompagné de la force armée, alors que la répression contre les prêtres réfractaires s'accroît. « En 1794, commence l'orage » écrit-il. Sous la Terreur, les églises sont fermées au culte constitutionnel et souvent transformées en Temple de la Raison. Après la chute de Robespierre, la Convention proclame la liberté des cultes. Mgr Pouderos se déplace alors à Saint-Pons-de-Thomières pour le Jeudi Saint. et semble séjourner dans cette ville plusieurs mois : le clergé y est en majorité jureur et la population favorable. Il travaille ensuite à la réorganisation de l'Eglise constitutionnelle et prépare le concile national de 1797. Le culte public interrompu en 1793, reprend d'une manière intermittente et n'est rétabli qu'en avril 1798. Cependant, signe de la tolérance des autorités qui ferment les yeux, depuis le début de 1797, des prêtres réfractaires peuvent dire la messe à Béziers, sans avoir besoin de se cacher.

Cette séparation, un temps radicale, de l'Eglise et de l'État, entraîne non seulement la dislocation des cadres religieux mais aussi l'effondrement des pratiques sociales. Elle provoque des ruptures ou des mutations dans les habitudes, les sentiments, les contraintes collectives. C'est ainsi que les fêtes traditionnelles, pourtant bien ancrées à Béziers cèdent le pas devant les fêtes civiques. Dès le 17 mai 1792, la fête de la Liberté se substitue à la fête des Caritats tandis que, le chameau, symbole des Caritats, est brûlé un an plus tard. Les fêtes civiques sont nombreuses dans la cité et renforcent le républicanisme dans les milieux populaires. Les Biterrois qui aiment la fête n'échappent à aucune d'entre elles : fêtes de la Fédération, de l'Être suprême, des héros de la patrie, des époux, de la jeunesse... Célébrées en grande pompe avec musique, chants, bustes de Rousseau, de Voltaire, de la République, allégories vivantes de la France, de la liberté, de la paix, elles ont pour fonction de frapper l'imagination et de cimenter l'unité républicaine.

L'ordre social

Le clergé et l'église, avant 1789, du fait de leur richesse, de l'importance de leurs biens qui représentaient 27 % du territoire du diocèse de Béziers et 20 % de la superficie bâtie de la ville, du fait de leur influence politique bénéficiaient d'un statut privilégié. Bien que la bourgeoisie ait conquis sa place dans la cité et son administration municipale, le clergé et la noblesse dominaient la vie de la cité. Avec la mise des biens du clergé à la disposition de l'État puis leur mise aux enchères comme biens nationaux, l'Eglise perd sa puissance économique et son statut social.

De 1791 à 1794, il sera procédé à 150 ventes de ces biens confisqués répartis dans tout le Biterrois et représentant 4 260 000 livres de transaction pour une mise à prix de 1 800 000 livres. Si quelques artisans, horlogers, menuisiers, tonneliers, selliers, blanchisseurs se portent acquéreurs, ce sont la bourgeoisie éclairée, les divers responsables politiques et administratifs, les gros propriétaires, les négociants et commerçants, les entrepreneurs de construction de bâtiments, les notaires et les hommes de lois qui sont les grands bénéficiaires de la vente de ces biens dont ils acquièrent la plus grande partie.

La Révolution en supprimant le servage et les droits féodaux, les entraves et les monopoles, toutes les réglementations restrictives qui empêchaient la concurrence ou le libre choix, consacre la liberté de l'individu, la libération de la terre, l'initiative individuelle. Il en résulte qu'à Béziers, les nobles perdent leurs titres de noblesse, leurs privilèges et leurs prérogatives. Mais ils conservent l'essentiel de leurs biens, et possèdent encore 23 % du revenu total de la cité. A l'issue de la Révolution, si les classes populaires, ouvriers, petits métiers, domestiques, consacrant l'inégalité de la répartition des richesses, ne possèdent que 4 % du revenu total, la bourgeoisie dans son ensemble a largement profité des mutations. La grande bourgeoisie, fabricants, négociants, propriétaires fonciers, possède 43 % du revenu total, la moyenne bourgeoisie, professions libérales, magistrats, commerçants, 20% et la petite bourgeoisie, artisans, exploitants agricoles, 12 %. La bourgeoisie biterroise, comme partout ailleurs, a trouvé avantage à l'abolition des contraintes sociales, des inégalités juridiques. Faisant coïncider ses intérêts propres avec l'esprit et le mouvement de la Révolution, elle a pleinement profité de l'égalité civile et de la liberté.

La consolidation de l'ordre républicain

La Révolution a généré et introduit un certain nombre de ruptures mais amendée et révisée par le Consulat et l'Empire, ces ruptures ne sont pas aussi radicales qu'elle paraissent à première vue. Bénéficiant d'un élan nouveau et de l'adhésion de la nation, elle a pu mener à bien un certain nombre d'évolutions que la monarchie s'efforçait de promouvoir mais qu'elle différait en raison de résistances balayées par la Révolution : patient effort d'unification et d'uniformisation, augmentation de la centralisation, réduction des particularismes.

Par rapport à la période proprement révolutionnaire, la synthèse napoléonienne est en retrait des tentatives les plus avancées. Compte tenu de la modération avec laquelle Béziers et le Biterrois ont traversé la Révolution, des acquis politiques, administratifs, sociaux qui ont transformé la vie de la cité, de l'aspiration à un ordre consolidant ces acquis, c'est peut être ce retrait par rapport à ce que la Révolution comportait de plus contestable, de plus chimérique qui explique que Béziers ait été sensible à l'ordre républicain et s'y soit rallié.

Même s'il n'est pas une période de prospérité, en dépit des guerres, des obstacles au commerce, du chômage et de la sous-alimentation dont souffrent les classes populaires et des incidents qui en découlent, l'Empire est une période d'ordre pour la cité. Les notables sur lesquels s'appuie l'Empereur, les autorités municipales l'expriment de manière symbolique en célébrant avec faste les fêtes du nouveau régime : 14 juillet, 18 Brumaire, 15 août, jour anniversaire de Napoléon.

L'économie souffre des guerres incessantes, de la guerre maritime, du blocus continental. La polyculture traditionnelle basée sur les céréales, la vigne, l'olivier et l'élevage ovin, dont les techniques évoluent peu, voit cependant la vigne gagner sur les terres les plus fertiles occupées par les céréales et surtout sur l'olivier. Sous l'Empire, la distillation passe au stade industriel, grâce aux techniques nouvelles. Des cultures nouvelles encouragées par l'État sont expérimentées : le coton que la sécheresse handicape, la betterave à sucre et le pastel contrariés par la chaleur de l'été, l'huile de ricin qui réussit mieux. Du point de vue commercial, la cité possède un négoce de vins et des eaux-de-vie ainsi qu'un négoce de transit venant du Toulousain et du Lauragais vers le Var et les Alpes Maritimes.

En matière d'urbanisme, la municipalité Donnadiou procède à quelques opérations ponctuelles non dénuées d'intérêt compte tenu des potentialités d'évolution qu'elle enferment :

début de démolition des remparts, prolongation de la promenade jusqu'au futur plateau des Poètes, numérotation des maisons.

La Restauration est acceptée avec calme, ce qui s'explique par la désaffection d'une partie de la population, en particulier de la bourgeoisie commerçante qui avait eu à souffrir du marasme du négoce. Par contre, la vive réaction que suscite l'ordonnance royale du 17 mai 1814 qui conserve les droits réunis en les nommant contributions indirectes, les émeutes du 30 mai et 5 juin à Béziers, l'immensité du peuple qui se réunit place aux Herbes, les réticences latentes des corps constitués montrent que la ville n'est pas prête à accepter que la Restauration remette en cause les changements et les acquis introduits par la Révolution et qu'elle en compromette l'édifice établi.

Si les royalistes se réorganisent et après Waterloo traquent dans la ville, les Jacobins, les libéraux les anciens soldats et les officiers de l'Empire, les hommes des quartiers populaires du Capnau, de Saint-Jacques, de Saint-Aphrodise, armés de gourdins et cocarde tricolore au chapeau s'interposent et livrent des bagarres à la jeunesse dorée qui n'a pas toujours le dessus et doit quelquefois battre en retraite. Comme souvent à Béziers, la modération peut reprendre le dessus. Le nouveau maire Louis, baron de Sausset de Coussergues, calme ses propres amis, interdit les cris de « Bleu », les chansons outrageantes, sauve des officiers de l'Empire du lynchage. Grâce à la détermination des républicains et à l'action du maire, Béziers échappe au tour sanglant de la Terreur blanche. La ville se rallie à la Restauration et l'accepte. Mais le sentiment républicain n'a pas disparu de la cité, il renaîtra avec force.